



Comptabilité macabre

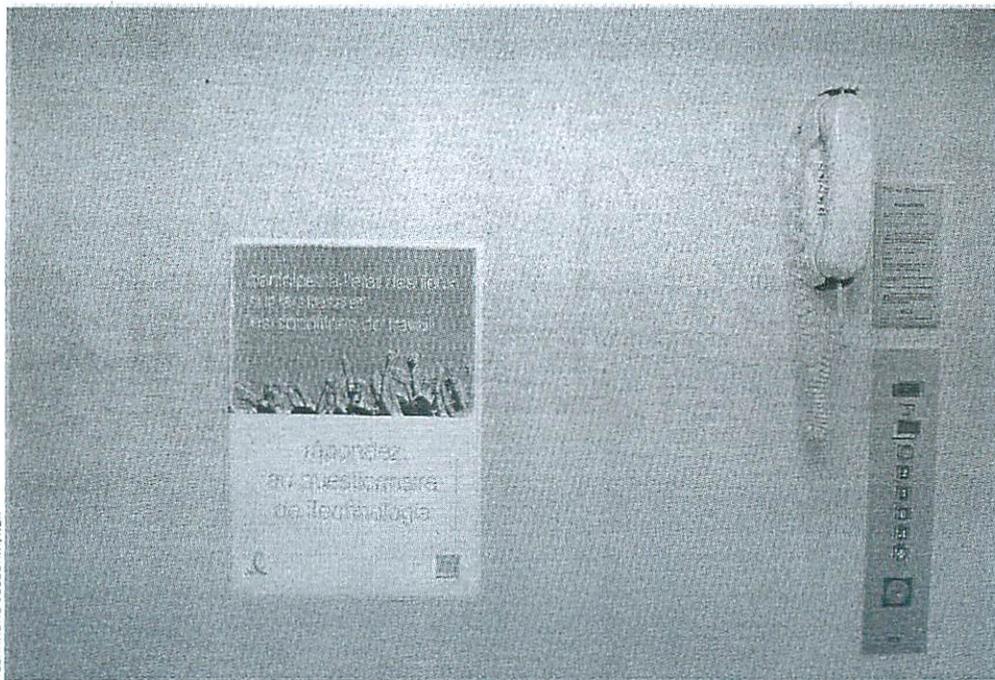
René Padieu, «inspecteur général honoraire de l'Insee, président de la commission de déontologie de la Société française de statistique», a, fort de ses différents titres professionnels, contribué, dans les colonnes de *La Croix* du 20 octobre, au débat sur la souffrance au travail dans le groupe France Télécom-Orange. «En 2007 (...), on avait pour la population d'âge d'actif (20 à 60 ans) un taux de 19,6 suicides pour 100 000, explique-t-il. Vingt-quatre suicides en dix-neuf mois, cela fait 15 sur une année. L'entreprise compte à peu près 100 000 employés. Conclusion: on se suicide plutôt moins à France Télécom qu'ailleurs», affirme-t-il.

Il est toujours bon d'avoir l'avis d'un «expert». Toutefois, il est nécessaire d'apporter quelques informations à cet important statisticien.

De l'avis même d'Olivier Barberot, directeur des ressources humaines du groupe France Télécom, interrogé par *Le Parisien* le 12 septembre, pour la grande majorité des 23 suicides enregistrés sur vingt mois à cette époque, le profil type des personnes qui avaient attenté à leur vie était constitué de: «fonctionnaires hommes, de plus de 50 ans, techniciens».

Comme le comprendra aisément l'inspecteur général honoraire de l'Insee, les 100 000 salariés ne sont pas tous des «hommes de plus de 50 ans, fonctionnaires et techniciens». Il y a également beaucoup de femmes, de cadres, de commerciaux, de salariés de droit privé... Ce fait avait échappé à notre expert.

Pourquoi une telle concentration de suicides sur cette catégorie précise de nos personnels? Nous laisserons aux sociologues, psychiatres, médecins du travail, ergonomes... le soin d'apporter des conclusions définitives. En tant que syndicaliste, membre de l'Observatoire du stress à France Télécom, j'ai l'impudence



ALEXANDRE GELBART/REA

À France Télécom. Un questionnaire sur l'organisation, les conditions de travail et sur la souffrance des personnels a été envoyé aux 100 000 salariés du groupe lundi dernier. 17 000 réponses ont été reçues en un jour et demi.

de créer un lien entre ces suicides et le départ forcé, dans ces quatre dernières années, de 30 000 de nos collègues qui pour l'essentiel étaient justement (coïncidence!) des fonctionnaires âgés!

Jusque-là nous restons dans la confrontation d'idées... Mais le président de la commission de déontologie de la Société française de statistique porte sur ces questions non seulement un regard statistique, mais également social, moral, politique et même psychiatrique. Relevons que la révélation des suicides en cause suit la création, par un syndicat, d'un Observatoire du stress: «*Quand on se met à observer quelque chose, on le voit apparaître.*» «*On regrettera que les drames humains que sont ces suicides – peu nombreux, certes,*

mais bien réels – soient instrumentalisés dans l'affrontement entre une direction et ses salariés: c'est indigne», ajoute M. Padieu.

Indigne, indigne... Tiens! à ce propos, pourquoi la direction de France Télécom ne donne-t-elle pas les chiffres réels des suicides année par année depuis 2000, début de la crise sociale dans notre groupe? Pourquoi s'appuie-t-elle sur les seuls chiffres recensés par l'Observatoire du stress, 25 à ce jour depuis février 2008?

Pour une raison simple, c'est que nous craignons que les chiffres réels ne soient hélas supérieurs.

L'Observatoire du stress, créé mi-2007, à l'initiative de deux syndicats, la CFE-CGC/Unsa et SUD Solidaires, avait pour premier objectif de comprendre la

montée très forte du malaise et de la souffrance au travail que nous ressentions parmi nos personnels. Les suicides dont nous avons eu connaissance ne sont que l'une des manifestations, la plus dramatique évidemment, du malaise constaté à un niveau de masse: absentéisme, dépressions, congés de longue maladie, affrontements entre salariés... Mais tout cela, évidemment, le statisticien Padieu n'en avait aucune connaissance.

Nous avons, grâce au conseil scientifique qui entoure l'observatoire, malgré les obstacles imposés par

la direction de l'entreprise, réalisé trois sondages (6 000 personnes interrogées), de nombreuses enquêtes qualitatives, qui toutes ont confirmé nos craintes. Nous avons communiqué ces études à la direction de l'entreprise. Sans résultats.

Pourquoi la direction de France Télécom ne donne-t-elle pas les chiffres réels des suicides année par année depuis 2000, début de la crise sociale dans notre groupe?

Aujourd'hui, celle-ci a été contrainte par le ministre du travail de nommer un audit externe, la société Technologia, pour pratiquer en profondeur l'état des lieux. Première action, un questionnaire portant sur l'organisation, les conditions de travail et sur la souffrance des personnels. Envoyé aux 100 000 salariés du groupe lundi dernier, ce questionnaire de 175 items a obtenu en un jour et demi 17 000 réponses, mardi midi.

L'Observatoire n'a jamais, dans aucun de ses écrits ou déclarations, osé faire porter la responsabilité des nombreux suicides de nos collègues à un ou des individus. Il est donc particulièrement indigne pour notre spécialiste en «déontologie» statistique, de laisser entendre l'abjection que l'Observatoire, les syndicats (les méchants, quoi!) ont instrumentalisé la souffrance de nos collègues, voire accéléré des «prises de décision» funestes.

La Croix
22/10/09